

Le miracle numérique tourne au cauchemar

Mercredi, 07. octobre 2020

De: Antoine Chollet, SSP Vaud, groupe Hautes Ecoles

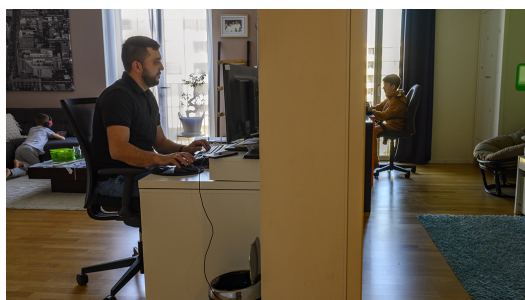


Photo Eric Roset

La numérisation de l'école rime avec sa marchandisation. C'est l'un des constats de la conférence-débat dédiée à l'enseignement à distance, organisée le 14 septembre par les groupes « enseignement » et « hautes écoles » du SSP – Région Vaud.

Dès la fermeture des écoles, mi-mars, on a découvert des avis enthousiastes sur l'« enseignement » à distance et la « révolution numérique » que serait en train d'opérer le secteur de l'enseignement. Le problème, c'est que les personnes qui se sont bruyamment réjouies de cette évolution ne sont pas celles qui ont dû utiliser les outils d'enseignement virtuel. Du point de vue des enseignant-e-s, le constat général est en effet très différent, et le bilan du potentiel de ces outils reste globalement négatif.

Pour lancer le débat sur le thème, le SSP avait convié Daniela Cerqui, anthropologue, et Olivier Glassey, sociologue, travaillant tous les deux sur la question des techniques à l'Université de Lausanne.

Les techniques ne sont pas neutres

Daniela Cerqui a rappelé que les techniques ne sont pas neutres. Elles ne dépendent pas uniquement de la manière dont on les utilise, mais incorporent un projet politique. L'utilisation massive, dès le début du confinement, non seulement des ordinateurs, mais aussi d'Internet, des différents logiciels de visioconférence et des applications de messagerie a donc un sens. Elle doit être située dans une vision du monde précise: celle de l'éclatement de l'enseignement et de sa transformation en marchandise.

En effet, d'autres solutions auraient pu être adoptées, une fois la fermeture des écoles décidée. L'anthropologue a par exemple rappelé que des expériences d'école à distance ont déjà été menées par le passé, notamment en Australie, où les enseignant-e-s ont pendant des années utilisé la radio et le courrier postal pour donner leurs cours et transmettre les documents nécessaires aux élèves. Face aux difficultés d'accès au matériel informatique dans certaines situations, et alors que le service postal a été assuré en permanence, cette solution aurait permis de régler certains problèmes plus simplement ce printemps.

La stratégie suivie par les écoles européennes et nord-américaines n'a donc pas été choisie pour son efficacité pédagogique, mais parce qu'elle permettait de poursuivre une politique. Ce projet général, bien antérieur à la pandémie de Covid-19, vise une numérisation généralisée de tous les niveaux d'enseignement. Cela suppose d'une part la «dématérialisation» de l'école et, d'autre part, des dépenses colossales en équipement informatique.

Les coups de bélier des GAFAM

Olivier Glassey a rappelé quant à lui que les «GAFAM» (les géants américains des technologies numériques Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) ont comme modèle d'entreprise la captation de valeur numérique, représentée par les données de plus en plus nombreuses de leurs utilisateurs-rices. Il a aussi souligné que l'école et la famille sont les espaces principaux de l'utilisation des technologies mises au point par ces entreprises. Or pour toutes les populations scolarisées, la période du confinement s'est pour l'essentiel déroulée dans ces deux espaces, confondus pour un temps. Cela a été un effet d'aubaine pour les GAFAM: une gigantesque opportunité de fidélisation de futur-e-s consommatrices-eurs.

L'objectif plus général est la construction d'un marché de l'enseignement, dans lequel chaque individu deviendrait entrepreneur de sa propre formation. C'est le projet d'une «éducation à la carte», individualisée et supposément libre, qui signifie en réalité la destruction d'un service public de l'éducation.

Retrouver le sens du commun

Face à ces attaques frontales contre l'éducation publique, gratuite, égalitaire et émancipatrice, il importe de retrouver le sens du bien commun que constitue non seulement l'éducation, mais plus généralement la production de savoirs et de connaissances. Face aux volontés de privatisation des écoles et des universités, il faut résolument réaffirmer qu'elles appartiennent à tou-te-s, et que c'est à cette seule condition qu'elles peuvent renforcer la démocratie.

Pour aller plus loin: Daniela Cerqui, [«Promouvoir l'égalité des chances en milieu scolaire en distribuant des ordinateurs: la pensée magique au cœur des sociétés hautement technologisées?»](#), blog Covies-20 (<https://covies20.com>).

Ce qu'en pensent les vrai-e-s expert-e-s

Au mois de juin, le groupe Enseignement du SSP – Région Vaud a fait passer un questionnaire auprès des enseignant-e-s du post-obligatoire. Objectif: tirer un premier bilan de la période de confinement et de fermeture des écoles. Plus de 300 personnes y ont répondu, ce qui représente environ 10% de l'ensemble de l'ensemble du corps enseignant du secondaire II dans le canton.

[Les résultats](#) sont très loin des satisfecit paresseux que se sont lancés les autorités scolaires.

L'efficacité des moyens d'enseignement à distance doit ainsi être réévaluée, puisque la moitié des personnes ayant répondu au questionnaire affirment que les élèves n'ont pas avancé dans le plan d'étude ou approfondi leurs connaissances durant cette période (Lire [Services Publics, n°12, 3 juillet 2020](#), page 3).

La moitié des répondant-e-s ont affirmé avoir travaillé davantage que d'habitude. Près de la moitié d'entre elles et eux ont aussi avoué avoir eu de grandes difficultés à séparer vie privée et vie professionnelle durant le confinement.

En conclusion, l'enquête du SSP montre clairement que l' « enseignement » à distance n'est pas une modalité à développer à l'avenir. Cela tranche avec les positions des différent-e-s « expert-e-s » qui se sont exprimé-e-s depuis ce printemps. Cela nous rappelle simplement que les vrai-e-s expert-e-s de l'enseignement ne sont ni les bureaucrates des départements de la formation, ni les directions des établissements, ni bien sûr les Trissotins des *think tanks* patronaux – mais bien les enseignant-e-s.